

ÉDUCATION. 26 fermetures de classe, 13 ouvertures et 14 dédoublements annoncés pour la rentrée 2019

« On aide certains élèves au détriment des autres »

QUOTIDIEN LA PRESSE DE LA MANCHE
455 mots

samedi 2 février 2019

-



À la rentrée 2019, quelque 500 élèves en moins seront scolarisés dans la Manche.

RIEN N'EST définitivement acté, mais la tendance est là. À la prochaine rentrée scolaire, 13 ouvertures et 26 fermetures de classes pourraient être effectives, selon les premiers éléments transmis lors d'un comité technique spécial départemental hier, en présence de l'inspectrice d'académie et des syndicats (*lire ci-contre*).

Après plus de six heures d'échanges, les retours des représentants des enseignants sont mitigés.

35 000

élèves

environ seront scolarisés à la rentrée prochaine dans les écoles de la Manche. Ils seront répartis dans plus de 1 500 classes.

« Avec un peu plus de 500 élèves en moins l'an prochain, c'était l'occasion, à un nombre de postes constants, de diminuer les effectifs dans les classes, indique Jérôme Dutron, du syndicat SNUipp-FSU Manche. Ce qui a été choisi, c'est d'effectuer le dédoublement des classes de Réseau d'éducation prioritaire (Rep) et Rep + de CE1, ce qui est très bien. Mais cette mesure est financée en fermant des classes dans d'autres écoles, qui, même si elles ne sont pas classées en zones prioritaires, ont des besoins. On a de belles annonces du ministre, une volonté de bien faire, mais on n'y met pas les moyens. On prend donc le problème à l'envers. »

Expérimentation à Montebourg et La Haye-du-Puits

Parmi les autres éléments discutés lors de ce rendez-vous, le dédoublement de plusieurs classes de CP en dehors des Rep, à titre expérimental. Cela devrait être effectif dans les écoles de Montebourg (deux postes) et La Haye-du-Puits (un poste). « Bien sûr, c'est une bonne chose, mais il faudrait créer des postes et revenir sur les baisses de moyens humains », déplore Jérôme Dutron.

Il évoque les huit postes inscrits dans le dispositif « plus de maîtres que de classe », qui devraient être supprimés. Ils permettraient d'obtenir un soutien supplémentaire pour mettre en place différents projets, travailler en plus petits groupes. « On s'attendait à ces décisions, mais je suis un peu en colère car ce n'est pas à la hauteur de nos besoins. »

Réunion le 28 février

Richard Viaux, du syndicat SGEN-CFDT, se dit mitigé même s'il reconnaît, « qu'il y a des choses intéressantes. Mais on sent que la direction est la même que l'an passé. Tout se fait à moyens constants. »

La prochaine étape, le Conseil départemental de l'éducation nationale (CDEN) se déroulera le 26 février et confirmera, infirmera ou ajustera, les éléments présentés. « On ne désespère pas de voir la création de quelques postes d'ici là », conclut Jérôme Dutron.

Carole LE GOFF